



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 Place du général de Gaulle  
CS 71354  
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 07 mai 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19 février 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS - COVED**

51 Rue de la Paix  
68120 Richwiller

Références : 0003013105\_2026\_12\_19\_COVED\_Richwiller\_VIIC\_Gestion\_Eaux\_Pluviales  
Code AIOT : 0003013105

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 février 2026 dans l'établissement COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS - COVED implanté 51 RUE DE LA PAIX 68120 Richwiller. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a eu lieu dans le cadre de l'action régionale concernant la gestion des eaux pluviales et la campagne de détection des PFAS chez les traitiers de déchets.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS - COVED
- 51 Rue de la Paix 68120 Richwiller
- Code AIOT : 0003013105
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une station de tri et transit de déchets.

## Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- PFAS

## Référentiel utilisé:

- Arrêté Ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Arrêté préfectoral du 10 mai 2019 portant autorisation d'exploiter un centre de transit, regroupement et tri de déchets à la société COVED Sas à Richwiller,
- Arrêté Ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 10/05/2019, article 10.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/02/2023, article 4.II	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	Sans objet
2	Dispositif de traitement adéquat	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	Sans objet
3	Entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	Sans objet
4	Protection contre la pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 10/05/2019, article 8.4.1	Sans objet
5	Valeurs limites applicables aux rejets	Arrêté Préfectoral du 10/05/2019, article 10.2.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne transmet pas systématiquement ses valeurs de rejets aqueux au travers de l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente ). Il est demandé à l'exploitant de régulariser sa situation dans un délai ne dépassant pas 1 mois.

L'exploitant n'a pas réalisé sa campagne de recherche de PFAS dans ses rejets aqueux suivant les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, c'est à dire trois analyses mensuelles consécutives.

Compte tenu de ce manquement l'exploitant est mis en demeure de respecter l'article 4.II de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 dans un délai de 5 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan des réseaux de collecte des eaux pluviales de son site. Il fait apparaître les diverses canalisations ainsi que les avaloirs. Le plan mentionne aussi la position des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures. Les systèmes d'isollements du réseau sont signalés en rouge sur le plan. Ils comprennent le système de déclenchement du ballon obturateur et la position de ce dernier. Le plan est tenu à la disposition des services de secours dans un coffret situé à l'entrée du site. Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Dispositif de traitement adéquat

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] III. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été constaté que le site est muni d'un réseau de collecte des eaux susceptibles d'être polluées. Le principe de traitement est le suivant : les eaux collectées sont traitées par un débourbeur séparateur d'hydrocarbures positionné entre le bassin de rétention des eaux pluviales et le bassin d'infiltration. Un régulateur de débit, positionné en amont du séparateur, permet d'optimiser le traitement des eaux tout en maîtrisant l'infiltration des eaux pluviales. Les bassins situés au sud de l'exploitation collectent les eaux n'ayant pas été en contact avec les entreposages de déchets. Les bassins implantés au nord est récupèrent les eaux ayant transité par les zones d'entreposages des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Le jour de l'inspection, seul le système de traitement des bassins implantés au sud du site a été contrôlé.  
Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Entretien des ouvrages

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien

**Prescription contrôlée :**

[...]

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. [...] les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

**Constats :**

Une procédure interne fixe le mode d'entretien des séparateurs et des bassins de rétention. Les bassins de rétention sont curés tous les deux ans.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le bordereau de suivi de déchets dangereux justifiant du curage des bassins de rétention. Le dernier curage a eu lieu le 19 juillet 2024.

Il a fait l'objet d'un Bordereau de Suivi des Déchets (BSD-20240719-FYS05PT7S) reprenant le code déchet 13 05 07\* (eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures) pour un tonnage total estimé à 6 tonnes au départ de l'exploitation et une quantité réelle pesée de 5,22 tonnes lors de l'entrée dans l'installation de destination.

Les séparateurs d'hydrocarbures font l'objet d'un entretien. Le suivi des déchets 13 05 07\* , issu de l'entretien des séparateurs, fait l'objet de déclaration au niveau du logiciel Vigie Déchet. Ont été contrôlés par sondage le jour de l'inspection les bordereaux BSD-20250829-565ATA2RV et BSD-20250801-1VRC69N9S. Il n'a pas été constaté d'anomalie.

Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Protection contre la pollution accidentelle

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/05/2019, article 8.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection

**Prescription contrôlée :**

[...]

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]

**Constats :**

Les eaux d'incendie sont collectées par le réseau d'eau pluviales. Les eaux sont confinées dans le bassin de rétention, avant infiltration sur site par un ballon obturateur situé en sortie du séparateur d'hydrocarbures, en amont du bassin d'infiltration. Le déclenchement du système d'obturation est manuel.

Il a été constaté pendant l'inspection qu'il fait l'objet d'un mode opératoire affiché à proximité de l'armoire de commande au niveau du bassin sud de l'exploitation. Au cours du contrôle, cette vérification a été effectuée uniquement sur ce bassin par l'Inspection.

L'exploitant a présenté pendant l'inspection les rapports d'entretien du système de confinement du bassin sud. Cet entretien est annuel, les deux dernières interventions ont eu lieu les 7 mars 2024 et le 30 juillet 2025.

Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Valeurs limites applicables aux rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/05/2019, article 4.3.11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeur limite d'émission des eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Paramètre	Code Sandre	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	1305	30
DCO	1314	125
Hydrocarbures totaux	7009	5
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	25 µg/l
Chrome total et ses composés (en Cr)	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,15 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercurure et ses composés (en Hg)	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Benzo(a)pyrène	1115	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	5535	
Somme	5536	

Benzo(g,h,i)pérylène + Indéno(1,2,3-cd)pyrène		
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait parvenir, par courriel daté du 14 avril 2026, le suivi de la qualité de ses eaux pluviales pour l'année 2025. Les analyses des prélèvements réalisés les 21 mai et 11 décembre 2025 reprennent tous les paramètres prescrits à l'article 4.3.11. Par échantillonnage, l'Inspection a vérifié les analyses des prélèvements réalisés en décembre 2025 sur les bassins nord et sud, il n'a pas été constaté de dépassement. La prescription contrôlée est respectée.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites		

#### N° 6 : Mesures périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2019, article 10.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 181-1 à L. 181-4 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans le mois suivant la réception des résultats.</i></p> <p>[...]</p> <p><b>et Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement</b>  Article 1 : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<b>Constats :</b>  L'inspection a réalisé, l'après midi du 19 février 2026, une extraction des données de surveillance de la qualité des eaux superficielles au travers du logiciel de télédéclaration GIDAF. Il a été constaté que l'exploitant n'a réalisé aucune déclaration en 2025.  S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.

<b>Demande à formuler à l'exploitant :</b>
Il est rappelé à l'exploitant qu'avec la mise en place de l'outil GIDAF, l'exploitant est tenu de télédéclarer tous les résultats de surveillance de ses rejets aqueux via ce site informatique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/02/2023, article 4.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p> [...]
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'avait effectué que deux des trois mesures mensuelles prescrites. Le premier prélèvement a été réalisé le 18 mars et le second le 31 mai 2024. De plus ces deux prélèvements ne sont pas consécutifs. <b>La prescription contrôlée n'est pas respectée.</b> Une mise en demeure est proposée en conséquence.
<b>Demande à formuler à l'exploitant :</b>
Il est attendu de l'exploitant qu'il réalise trois mesures sur trois mois consécutifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois